désignés sous le nom de membres de la loyale opposition, et je m'empresse de me joindre à cette opposition en ce sens que j'aurais voulu voir des changements plus radicaux.

Le partage Popinon de l'honorable représentant de la division de La Salle au sujet des sociétés d'agriculture. On a constaté des abus énormes dans certaines localités. J'avais espéré des modifications plus tranchées sous ce rapport. Des circonstances incontrôlables ont sans aucun doute, empêché l'honorable premier ministre de nous donner ce que nous attendions. Toutefois, nous pouvons considérer ce projet de loi comme un avant-coureur d'autres mesures plus radicales.....

Je diffère d'opinion avec l'honorable conseiller représentant la division des Mille-Isles quant au changement proposé pour tenir nos expositions provinciales. Cet honorable conseiller demande en quoi pêche le mode actuel. Ce mode pêche en ce qu'il nous donne toujours des déficits, tandis qu'ailleurs nous constatons des profits considérables avec des compagnies à fonds social chargées du soin des expositions. Mais on dit que ces compagnies voudront faire de l'argent et ne pourront pas donner des primes assez élevées. Oui, ces compagnies chercheront à faire de l'argent, c'est évident; mais pour atteindre cette fin, elles prendront les moyens d'attirer les concurrents et les visiteurs : elles devront tenir à ce que leurs expositions se composent des meilleurs produits du pays et des instruments agricoles les plus perfectionnés. Ce sont là des moyens de faire de l'argent, et aussi de tenir des expositions qui contribueront puissamment au progrès de l'agriculture dans notre province. L'expérience aux États-Unis et dans la province d'Ontario a prouvé que ces expositions sont les plus belles et que les compagnies font en même temps de bonnes affaires. Si l'on fait de l'argent, on donne aussi un grand élan à l'agriculture; cet argent produit d'excellents résultats.

Il existe dans notre province un défaut que je ne puis passer sous silence; les expositions sont trop fréquentes. J'approuve entièrement les remarques de l'honorable représentant des Mille-Isles à ce sujet. Ces expositions si souvent répétées ne donnent pas les avantages que nous devrions en attendre.

Le deuxième paragraphe du projet de loi ne laisse rien à désirer. Je ne donnerai pas de plus longues explications sur cette question; je ne parlerai pas de l'importance des races canadiennes; car il est reconnu qu'elles sont supérieures à celles qu'on se plaît à vanter le plus.

Le troisième paragraphe est moins long que le deuxième, mais il est, suivant moi, bien plus important quant aux résultats immédiats. Tout le monde admet que nos cercles agricoles rendent de très grands services aux pays. Eh bien! la nouvelle loi nous donnera des cercles tout formés dans les réunions des directeurs des sociétés d'agriculture dans chaque paroisse ou chaque canton. Dans un comté, il y a vingt, trente et même quarante directeurs de sociétés d'agriculture, et en général le président est choisi parmi nos meilleurs agriculteurs. Le dimanche, supposons, le président réunira les sociétaires et leur soumettra les questions posées par le département de l'agriculture. Chacun fera connaître ses vues sur les sujets soumis par le gouvernement; dans ces réunions les sociétaires s'accoutumeront à parler d'agriculture et à discuter les questions qui intéressent les cultivateurs. Ces assemblées seront une source de renseignements les plus précieux pour le cultivateur. Ce moyen suggéré par le gouvernement pour faire progresser l'art agricole sera un achèvement vers les cercles.

L'honorable premier ministre a déclaré, dans son admirable discours, qu'il se propose d'envoyer des conférenciers dans les localités qui les demanderont. Je me permettrai de faire ici une suggestion qui, dans mon humble opinion, est destinée à produire un bien incalculable. Je désirerais que ces conférenciers fussent accompagnés par des cultivateurs pratiques et dont l'expérience fait pour ainsi dire autorité. C'est d'après mon expérience personnelle que je prends la liberté de faire cette remarque. Ces cultivateurs intelligents se mêleront aux assistants et leur démontreront qu'il faut procéder graduellement pour arriver à un succès complet.

Je suis tout à fait en faveur du projet d'encourager nos écoles d'agriculture en remanquant le travail des élèves; c'est un moyen infailible d'en augmenter le nombre. Nous voyons souvent des cultivateurs qui aimeraient à faire des améliorations sur leurs fermes, mais qui ne peuvent les réaliser faute de connaissances suffisantes; ces cultivateurs aimeraient ainsi envoyer leurs enfants à une école, mais leurs moyens ne leur permettent pas de s'imposer ces sacrifices. Le crédit affecté à encourager les élèves sera un facteur puissant pour répandre

l'instruction agricole dans notre province, et je félicite le gouvernement sur ce point.

Je dois aussi adresser mes félicitations au gouvernement à cause de la sage décision qu'il a prise de dépenser entièrement les argentés votés pour l'agriculture. Jusqu'à ce jour un montant élevé des deniers publics retournait au trésor provincial, parce que les sociétés d'agriculture ne se conformaient pas aux règlements. A l'avenir, les sommes retournées aux instituteurs seront distribuées en parts égales aux sociétés qui auront rempli les obligations voulues. De cette manière, nous suivrons le meilleur chemin : c'est-à-dire récompenser ceux qui font bien et punir ceux qui font mal.

Avec l'espoir de voir bientôt d'autres changements plus considérables, je reprendrai mon siège en félicitant le gouvernement, et l'honorable premier ministre en particulier, d'avoir ouvert une nouvelle voie de progrès à l'agriculture en cette province.

L'honorable M. Ross.—Je me lève pour faire face à l'opposition d'un nouveau genre qui vient de voir le jour en cette chambre. Cette opposition me paraît désireuse d'aider le gouvernement dans l'adoption des mesures qu'il propose pour le développement de notre agriculture. Je félicite les honorables membres de la loyale opposition, et en particulier celui qui a pris le titre de chef de cette opposition, des paroles sympathiques qu'ils ont prononcées à mon adresse.

Je répondrai brièvement au reproche de ne pas avoir introduit dans la législation des mesures plus radicales, des changements plus considérables. Je crois que le temps n'est pas encore arrivé de présenter ces mesures radicales, de faire ces changements considérables. En agriculture, il faut procéder graduellement et même avec tâtonnement—qu'on me pardonne cette expression; car notre peuple n'est pas disposé à rompre entièrement avec la routine.

Il n'y a pas longtemps nous avons entendu dire sur tous les tons et crier sur tous les toits que les sociétés d'agriculture étaient mauvaises, qu'elles ne produisaient aucun bon résultat et qu'elles avaient ouvert la porte à une foule d'abus. Aussitôt après, la chanson a changé: On disait partout qu'il n'y avait rien de mieux que nos sociétés d'agriculture. Je suis d'opinion qu'il faut des réformes dans ces sortes de sociétés; car pour m'enquérir des abus qu'on voyait partout, j'ai fait faire une inspection minutieuse par une personne compétente. Cet inspecteur a visité toutes nos sociétés et a préparé un rapport fait avec beaucoup de zèle et d'intelligence. Ce rapport fera partie du rapport du département de l'agriculture. Vous verrez qu'il s'est glissé une foule d'abus dans nos sociétés d'agriculture. Connaître ces abus, c'est déjà un pas de fait dans la voie du progrès. Nous travaillerons maintenant à les faire disparaître.

Le Conseil d'agriculture a peut-être ses petits défauts, mais il ne faut pas oublier qu'il rend de grands services à la province. Ce conseil est peut-être nécessaire, mais nous devons y introduire des réformes avant longtemps.

L'honorable représentant des Mille-Isles a parlé du changement de mode de tenir les expositions provinciales. Je dois dire que l'ancien système n'a produit aucun résultat satisfaisant et l'on a fini par tomber dans la routine sous ce rapport comme sous les autres. Les expositions sont devenues de moins en moins intéressantes et de plus en plus dispendieuses.

Le changement projeté n'a pas seulement pour but de faire disparaître les déficits,—car le gouvernement aurait été disposé à supporter de plus grandes dépenses encore, s'il avait obtenu de meilleurs résultats—mais encore d'arriver à un moyen pratique, plus satisfaisant et dont les conséquences seront plus sensibles. Voilà pourquoi nous demandons ce changement.

Dans la province d'Ontario, on a fait disparaître les déficits et l'on a obtenu en même temps de meilleurs résultats. Le gouvernement ne considère pas si la population est plus nombreuse là-bas qu'ici, mais ce qu'il constate d'abord, c'est que nos voisins obtiennent de plus grands avantages du système actuellement en vigueur. Du reste, c'est un essai que le gouvernement veut faire, et s'il ne répond pas à notre attente, il sera encore temps de revenir sur nos pas. Nous ne voulons pas faire d'engagements qui puissent être préjudiciables à la population agricole.

L'honorable représentant des Mille-Isles a suggéré, comme moyen de faire réussir le "livre d'or" d'accorder des mentions honorables aux heureux concurrents. Le gouvernement, en ordonnant des concours généraux, fera distribuer des prix et accordera des mentions honorables aux exposants qui se distingueront le plus. Ce dernier système est très économique, et